PLATE-FORME PROPOSEE
PAR LA CP-CET

Nous exigeons une véritable réforme démocratique de l'enseignement

1) Pour un enseignement technique conforme aux réalités modernes dans son contenu et ses méthodes :

- Un enseignement lié aux techniques modernes et leur évolution ;
- Un enseignement avec une large formation de base à caractère scientifique et culturel permettant les reconversions, la poursuite des études ;
- Droit effectif de redoubler ;
- Création de classes d'accès à l'enseignement long, ainsi que de classes de rattrapage et pré-professionnelles dans les CET ;
- Des enseignants qualifiés en nombre suffisant ;
- Un recrutement massif des maîtres titulaires et la formation permanente de ceux-ci.

2) Pour le droit à la formation et au métier offrant de véritables débouchés :

- Contre les sous-formations qui, actuellement, conduisent à être OS ou chômeur, ceci en bénéficiant d'un enseignement de qualité et d'avenir avec :

— la possibilité pour chaque jeune d'apprendre un métier ;
— un éventail de métiers *pour les filles*,
— des stages rénumérés dans les entreprises, placés sous la responsabilité de l'Education nationale (plus de main-d'œuvre gratuite pour les patrons), répondant aux normes de sécurité et garantissant une formation ;
— les patrons hors des CEI et des Centres d'examens ;
— la reconnaissance, dans les Conventions collectives, des diplômes dans toutes les professions ;
— pour le droit à l'emploi et à la formation permanente ;
— pour des structures d'accueil afin d'assurer une formation professionnelle aux 35 000 jeunes qui, chaque année, arrivent sur le marché du travail sans aucune formation ;
— pour l'abrogation des mesures contenues dans la loi Royer qui livrent les jeunes à 14 ans à l'usine ;
— pour le rétablissement et l'extension des sursis militaires.

3) Meilleures conditions d'études :

- Réduction des effectifs de classe et de groupe aux travaux pratiques ;
- Application des règles de sécurité, réparer, changer, réviser les machines, le matériel de sécurité, les installations électriques, les locaux vétustes...
- Construction et rénovation des locaux avec du matériel en qualité et quantité suffisante (ateliers, laboratoires, bibliothèques, équipements sportifs).

3) Les droits d'expression, de réunion, d'organisation, de défense doivent nous être reconnus ainsi que le droit d'agir pour faire aboutir nos revendications.

avec :
- La suppression des brimades, le respect de la dignité des élèves ;
- Le droit d'affichage, de réunion et de lire la presse de son choix ;
- Responsabilité dans la gestion et l'élaboration des règlements intérieurs ;
- Des délégués représentatifs avec pouvoir d'action ;
- Elaboration d'un statut démocratique du collégien interne.

5) Gratuité des études :

- Gratuité des livres, des fournitures (bleus de travail), du matériel (pied à coulisse, planche à dessin...), des transports ;
- Diminution des prix de cantine ;
- Prime d'équipement de 550 F à chaque collégien ;
- Aide sociale aux familles (allocation de bourses réajustées en fonction de l'augmentation du coût de la vie).

6) Le CET ouvert sur la vie

avec :
- Un foyer socio-éducatif dans chaque CET, disposant des moyens financiers et d'animateurs compétents, géré par les élèves ;
- Le droit à l'information (réunion, conférence avec personnes extérieures).

FORUM DE LA CP-CET

La CP CET appelle à des forums dans les 2 mois qui viennent : Région parisienne et Pas-de-Calais le 11 février ; Doubs le 12 février ; Nord et Loiret le 4 mars ; Bouches-du-Rhône, CharenteCharente-Maritime, Nantes le 11 mars. D'autres doivent encore être fixés. Ces forums doivent être, d'après le journal « Salut », « des rendez-vous, des rencontres de culture et de musique (films-spectacles), mais aussi des lieux de débats, de décision, d'action et de luttes ». En particulier une plate-forme revendicative commune doit être discutée.

Ces forums rassembleront des centaines de collégiens dans toute la France. Nous pensons que c'est une occasion à ne pas manquer pour connaître ce qui se passe dans d'autres bahuts, pour discuter des revendications communes.

Mais nous ne sommes pas d'accord avec la direction de la CP CET sur 2 points importants. Premièrement nous ne sommes pas d'accord sur la plate-forme qu'ils proposent. Deuxièmement nous pensons faux de prétendre que tout pourra être discuté sérieusement dans ces formes et ils ne doivent pas être la seule perspective de la CP CET.

QUELLE PLATE FORME REVENDICATIVE ?

Un point positif : la plate-forme proposée au débat par le BN de la CP CET est beaucoup plus complète que l'ancienne plate-forme en huit points. Un autre point positif : faire discuter une plate-forme revendicative nationale sur laquelle tous les groupes du technique pourraient se battre ensemble est une bonne chose. Surtout aujourd'hui ou tous les partis politiques parlent de « changer de vie ». Définir une plate-forme c'est dire : Voilà ce qu'il nous faut pour commencer à changer vraiment notre vie.

1. — LES REVENDICATIONS QUI MANQUENT

— rien contre le racisme ;
— rien sur la qualité des repas de cantine ;
— rien sur le minimum de chauffage ;
— rien sur la réforme Haby
— rien sur la *diminution* des horaires (en même temps qu'une diminution pour les profs sans restriction de salaire) ;
— rien sur la question des rapports professeurs-élèves ;
— rien sur les travaux gratuits au CET ;

Certaines revendications ont certainement été oubliées. Mais pour d'autres comme la lutte contre le racisme, de meilleurs rapports profs-élèves, ou la diminution des horaires, le BN de la CP a-t-il peur de heurter certains profs de la CGT ?

2. — DES REVENDICATIONS INSUFFISANTES

La plate-forme proposée par le BN avance plein de formules vagues pour un bon enseignement mais ne pose pas un problème simple : les jeunes n'ont pas assez d'argent pour vivre et continuer leurs études s'ils le désirent. Aujourd'hui, où l'on parle tant de « changer vraiment la vie », rien ne peut changer vraiment pour les jeunes sans avoir d'argent et sans avoir la possibilité d'habiter dans des foyers ou des logements à prix réduits. La revendication d'une « allocation d'étude pour tous » doit être intégrée à la plate-forme. Elle était dans la plate-forme de la CGT pour les états généraux du 5 novembre. Pourquoi n'est-elle pas reprise ?

I. — Dans la quatrième partie sur les droits, il faut dire clairement : « Interdiction de toute exclusion, suppression des avertissements, colles, O collectifs, lettres aux parents panneaux d'affichage, une ronéo, du papier, pas de censure sur les journeaux, droit à une partie des heures du CET pour discuter de ce qui nous intéressent comme nous voulons, comme les lycéens ont droit à 10 % des heures ».

De même sur la sécurité, sur les droits des internes, il faut avancer des revendications précises.

II. — Sur l'armée, il n'est pas suffisant d'avancer rétablissement extension des sursis. Il faut au moins demander la réduction du temps de service à six mois, l'incorporation près du domicile, des permissions régulières et transports gratuits, l'augmentation du solde pour qu'il soit égale au SMIG, l'interdiction de manœuvres et exercices très dangereux, la possibilité de résilier sans remboursement tous les engagements.

III — Contre l'oppression des filles il ne suffit pas d'avancer : « un éventail de métiers offrant des débouchés réels ». Il faut au moins se battrent pour que les filles aient les mêmes droits partout que les garçons : pour une information sexuelle réelle et le droit à la contraception, gratuite pour toutes ! Pour des permanences du planning familial ! Avortement libre et gratuit ! Contre toutes les brimades, blagues, dragues imbéciles et dévalorisantes ! Non au viol ! Non à la prostitution ! Non à la surcharge des tâches ménagères dans les familles pour les filles alors que les garçons et le père se balladent ou regardent la télé.

RESPONSABILITE DANS LA GESTION ?

Cette revendication est nouvelle pour la CP CET. C'est par contre une vieille revendication pour le parti communiste qui l'a avancée plusieurs fois. Nous sommes contre cette revendication car dans l'état actuel de misère des crédits CET et vu ce que sont les règlements intérieurs actuels, participer à la gestion des CET c'est participer à la misère et à la répression. Les délégués qui participeraient ainsi seraient surtout des otages de l'administration.

Nous sommes pour des délégués de lutte

4. — « UNE VERITABLE REFORME DEMOCRATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT »

C'est le titre de la plate-forme. Nous sommes pour des véritables réformes démocratiques. Mais pour que ces régormes soient vraiment démocratiques, il faut se battre :

— Contre tout ce qui désavantage aujourd'hui les enfants de travailleurs à l'école : contre la sélection (c'était dans la plate-forme CGT) et en particulier contre tout examen avant 18 ans, contre le manque d'argent (allocation d'étude). Pour que les enfants de travailleurs aient autant de chances dans leurs études que les fils de riches, il est clair qu'il faut changer cette société.

— Contre la division entre d'une part l'enseignement technique des LEP et lycée technique, enseignement au rabais pour fournir des ouvriers et des techniciens et, d'autre part l'enseignement général des sections ABCD surtout qui préparent à tous les métiers d'encadrement. Nous somme contre cette division car elle prépare à la division entre dirigeants qui réfléchissent et dirigent et dirigés qui travailllent et doivent se taire.

LES FORUMS ET APRES ?

Des débats vont avoir lieu dans les forums. Très bien. Mais qui va décider, après ces forums, de la plate-forme de la CP CET ? Le bureau national de la CP, seul dans son bureau ? Nous espérons que non pour une raison simple : si la grande majorité des participants aux forums sont pour la diminution des horaires, le BN n'a pas le droit ensuite de l'ignorer sans en rendre compte à personne.

Après les forums nous pensons que le BN devrait sortir 1 ou 2 « Infos » où chaque forums, chaque comité rendent compte de leurs débats, des positions adoptées. Après les forums le débat doit se poursuivre :

— sur la plate-forme ;
— sur les perspectives de lutte (c'est bien beau de discuter une plate-forme, mais comment l'imposer ?) ;
— sur les perspectives pour l'amélioration du fonctionnement de la CP CET ;
— sur les liens entre la CP CET et la CGT. Nous sommes pour un soutien de la CGT, syndicat ouvrier, aux luttes et à l'organisation des jeunes de CET ; l'union fait la force.

Mais trop souvent les responsables CGT font comme si la CP CET c'était eux. Voici un exemple : à Nancy l'an dernier la CP marchait bien, sans responsable CGT dedans. Tout d'un coup la CGT envoie un type qui ne fait que parler aux réunions et essaie sans arrêt d'imposer son point de vue : peu à peu plus personne ne vient aux réunions. Cela ne doit pas se reproduire. La CP doit être une organisation autonome.

Les comités ont bien besoin d'un tel débat national pour vivre. La CP se dit une organisation démocratique, beaucoup d'élèves et de comités non adhérents attendent qu'elle le prouve.

Nous sommes pour de grands Etats Généraux des jeunes du technique en avril de cette année ou l'an prochain avec des délégués par bahut ou par ville, élus à partir des discussions et prises de position de leur forum départemental ou de l'AG ou du comité de leur bahut. Seule la plate-forme votée par de tels Etats Généraux serait ressentie par tous comme notre plate-forme de lutte, celle sur laquelle il faut préparer une lutte unie, nationale jusqu'à satisfaction de nos revendications.